

RAPPORT

Conférence sous-régionale pour une meilleure implication des acteurs universitaires à la sécurité collective : cas des universités de Gambie, de Guinée-Bissau et du Sénégal

14 - 15 Juillet 2022

Ziguinchor, Sénégal

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E, Boulevard de l'Est, Villa n°30
BP 15416 Dakar-Fann, Sénégal
Tél. : (+221) 33 859 20 02
Fax : (+221) 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org
www.fes-pscc.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2022

Conception graphique : Green Eyez Design SARL,
www.greeneyzdesign.com

*L'utilisation commerciale des médias publiés
par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite
sans l'autorisation écrite de la FES.*



Table des matières

Contexte	05
I. SYNTHÈSE DES POINTS SAILLANTS DES TRAVAUX	07
Panel 1 : Etats des lieux et tableau synoptique des défis sécuritaires communs à la Gambie, la Guinée Bissau et le Sénégal.	07
Panel 2 : Rôle et contribution des acteurs universitaires à la sécurité collective dans la sous-région : Gambie, Guinée-Bissau, Sénégal	11
Panel 3 : Comment impliquer le monde universitaire dans la recherche de solutions durables face aux défis sécuritaires transfrontaliers : cas de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Sénégal	13
Panel 4 : Identification de pistes de collaboration entre les chercheurs des universités de Gambie, de Guinée-Bissau et du Sénégal sur les questions sécuritaires	15
II. RECOMMANDATIONS	16
III. NOTE CONCLUSIVE	17



Contexte

Le continent africain, et l'Afrique de l'Ouest particulièrement, continue d'enregistrer des formes de violences graves et des menaces sécuritaires hybrides, diffuses et dynamiques qui portent atteinte à la stabilité des Etats. La Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal sont liés par l'histoire, par les peuples et par leurs frontières. Cette proximité a fini de consacrer cette expression de « peuples frères ». Ainsi, si l'on examine les relations entre ces trois pays d'un point de vue géographique et sécuritaire, l'on se rend vite compte que, indépendamment de la région naturelle de la Casamance où sévit un conflit depuis près de 35 ans, différents enjeux et menaces sécuritaires existent et interagissent. Ils ont pour noms trafic de drogue, criminalité transfrontalière, prolifération des armes légères, économie criminalisée, instabilité politique, etc. En vérité, il existe une insécurité grandissante au niveau des zones transfrontalières qu'il convient clairement d'identifier et de maîtriser, pour prévenir l'installation d'une instabilité chronique qui déstabiliserait ces trois pays frontaliers et s'ajouter à une situation sécuritaire déjà problématique dans la sous-région ouest-africaine. Le constat est que, les communautés qui vivent dans ces zones ne tiennent pas toujours compte des limites frontalières ; les mêmes communautés et familles vivent de part et d'autre de la même frontière. Cette facilité de déplacement des populations dans ces trois pays témoigne de la porosité des frontières et contribue à faciliter les mouvements des groupes armés d'un pays à l'autre et à y établir des bases arrière. Et cette possibilité de se déplacer aussi facilement de part et d'autre d'une frontière constitue un véritable atout et un terreau idéal pour le développement de l'insécurité et la criminalité transfrontalière.

Même si ces trois pays n'ont pas encore connu de conflits ouverts liés à l'extrémisme violent ou au radicalisme, il n'en demeure pas moins qu'ils restent en danger, du fait de la porosité de leurs frontières, du risque d'enrôlement de jeunes par des groupes terroristes, de la migration clandestine, les trafics illicites (trafic d'êtres humains, d'armes et de drogues), les vols de bétail, mais surtout la résurgence des conflits communautaires. En effet, sur le plan social, il existe une proximité entre les communautés qui constitue une sorte de « vase communicant » ce qui fait que lorsqu'un des pays vit un conflit ou traverse une crise, ses voisins le ressentent et le vivent aussi.

La dimension sous régionale et transnationale que tendent à prendre ces menaces sécuritaires, rend la coopération entre les trois états de la zone nécessaire et inéluctable pour y faire face. Ces formes d'insécurité multidimensionnelles nécessitent de nouvelles approches basées sur l'implication et la collaboration de tous les acteurs y compris ceux du monde universitaire.

C'est dans ce sens que le Bureau Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne de la Friedrich Ebert Stiftung (FES PSCC) Dakar a organisé une conférence de deux (02) jours pour réfléchir sur le rôle et l'implication du monde universitaire dans la recherche de solutions aux défis sécuritaires communs au Sénégal, à la Gambie et à la Guinée-Bissau. L'objectif d'une telle rencontre étant de promouvoir une démarche inclusive par l'intégration des universitaires Gambiens, Bissau-Guinéens et Sénégalais dans la dynamique collective de réflexion et de réponses aux défis sécuritaires communs pour une paix et une stabilité durables dans la sous-région.



Cette rencontre qui a réuni une vingtaine de professeurs et enseignants des universités de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Sénégal visait principalement à :

- Développer des partenariats entre FES PSCC et les universités ;
- Démocratiser la recherche de solutions aux crises sécuritaires et conflits en Afrique de l'Ouest ;
- Identifier les défis sécuritaires communs aux trois pays (Sénégal, Gambie et Guinée-Bissau) pour formuler des propositions politiques et stratégiques de prévention et de résilience aux décideurs politiques des pays concernés ;
- Définir des pistes de collaboration entre les différents chercheurs des universités de Gambie, de Guinée-Bissau et du Sénégal sur les questions sécuritaires.

Dans cette optique les thématiques ci-après ont été abordées et discutées sous forme de panels :

Panel 1 : Etats des lieux et tableau synoptique des défis sécuritaires communs à la Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal.

Panel 2 : Rôle et contribution des acteurs universitaires à la sécurité collective dans la sous-région : Gambie, Guinée-Bissau, Sénégal

Panel 3 : Comment impliquer le monde universitaire dans la recherche de solutions durables face aux défis sécuritaires transfrontaliers : cas de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Sénégal

Panel 4 : Identification de pistes de collaboration entre les chercheurs des universités de Gambie, de Guinée-Bissau et du Sénégal sur les questions sécuritaires.



I. Synthèse des points saillants des travaux

La conférence sous-régionale pour une meilleure implication des acteurs universitaires à la sécurité collective a permis aux universitaires de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Sénégal d'échanger en profondeur sur la problématique de leur participation à la sécurité collective

tout en contextualisant le défi sécuritaire dans ces trois pays. Une initiative unanimement magnifiée par les participants dont les discussions, idées pertinents et recommandations se trouvent ci-dessous consignées.

Panel 01 :

Etats des lieux et tableau synoptique des défis sécuritaires communs à la Gambie, la Guinée Bissau et le Sénégal

Il n'y a aucun doute que les trois pays (Sénégal-Guinée-Bissau-Gambie) ont les mêmes défis sécuritaires avec des particularités propres à chaque pays. Dans ce panel, les différents intervenants sont tour à tour revenus sur la question sécuritaire et l'histoire commune à ces trois pays par la mise en exergue des liens et des connexions culturelles et religieuses qui les lient. Analyser les défis à la sécurité entre ces différents pays ne peut se penser sans faire appel à une étude globale de leur histoire et surtout l'histoire de leurs peuples. Il faut interroger leur passé commun du point de vue des traditions et de leurs cultures. Les échanges ont montré que les défis sécuritaires communs aux trois pays sont à la fois multiples et dynamiques. Les participants ont cité entre autres la problématique de la construction de ces Etats, la porosité de leurs frontières, les inégalités sociales, le défi de la libre circulation des personnes et des biens dans les zones frontalières, la criminalité organisée (trafic de drogue, trafic du bois, la vente illégale et la circulation des armes légères et de petit calibre), le non-respect des

droits de l'Homme, le radicalisme et le fondamentalisme religieux, le défi environnemental lié à la problématique de l'exploitation irrégulière des ressources naturelles, la pauvreté, les conflits électoraux, les violences politiques.

- La problématique de la construction de nos États a été passée au crible. Selon les intervenants, nos États ont été surtout pensés à l'image des États occidentaux. Ce qui fait que le changement de paradigme s'impose avec acuité. Les Etats de la Ségambie ne devraient pas être perçus comme des États séparés, mais plutôt comme des États intégrés, même s'il ne faut pas effacer les frontières héritées de la colonisation. Il faut regarder certaines pratiques, non pas comme du trafic, mais plutôt comme étant des choses normales vu le passé commun des Etats. Ceci est la conséquence de la construction inachevée de l'Etat-Nation dans ces trois pays. Les États qu'on a hérités de la colonisation seraient de véritables sources de déphasage

entre les règles importées et nos réalités socioculturelles. Il en est ainsi sur la question foncière (la loi sur le domaine national par exemple, qui serait un des facteurs du conflit casamançais). Les frontières héritées de la colonisation sont artificielles et ont été tracées sans tenir compte des réalités historiques. La détermination des frontières par le colon a été faite dans l'ignorance de l'histoire, de la langue et des relations entre les peuples. Cela mène à des conflits entre ses différents pays. Si, la question frontalière ne posa pas trop de difficultés en son temps entre le Sénégal et la Gambie, entre la Guinée-Bissau et le Sénégal, cette question a néanmoins conduit à deux conflits symétriques en 1989 et 1991. C'est dire donc, de l'avis des universitaires, que cette conception de l'État héritée de la colonisation est un véritable handicap dans la construction des États de la Ségambie et un frein à la recherche d'une identité qui leur est propre quoiqu'en Afrique, il existait bel et bien des États. La question de l'État-Nation est la cause principale de la disparition des frontières culturelles entre les peuples de la Guinée, de la Gambie, et du Sénégal. Cela mène au défi de cristallisation identitaire qui serait une véritable bombe qui peut exploser à tout moment. Les frontières dans la sous-région ont été établies sans tenir compte des données humaines objectives qui garantissent l'harmonie culturelle et ethnique.

- Le défi environnemental : les participants sont revenus sur les « 3D » la déforestation, la dégradation des sols et la désertification. Ce phénomène pousse les populations à la mobilité, à la migration massive du nord vers le sud à la recherche de pâturages et de terres fertiles. Cette situation est source de tensions entre les populations autochtones et les

migrants qui sont en proie à des conflits. Le changement climatique serait une des causes de la migration des populations d'une zone à une autre et serait au cœur du développement de l'insécurité. Il marque un frein vers l'optique de développement et est perçu comme un facteur d'insécurité alimentaire pouvant entraîner des violences entre des communautés dans différentes régions de la zone. Ceci est exacerbé par l'exploitation des ressources naturelles et le trafic du bois. Cette exploitation des ressources naturelles serait source d'insécurité au niveau interne, conduisant souvent à des instabilités et à des tensions entre les pays frontaliers sur fond de découverte de ressources naturelles dans les zones frontalières entre les trois pays (cas des conflits entre le Sénégal et la Guinée-Bissau de 1989 et de 1991). Ainsi, le trafic de bois de la Casamance est devenu aujourd'hui l'une des causes qui empêcheraient le conflit casamançais de prendre fin. En effet, le constat est que la Gambie, pays frontalier du Sénégal du côté de la Casamance, est au cœur de ce trafic.

- Le défi des inégalités horizontales : Les inégalités funestes sont au cœur des frustrations que les populations vivent. C'est quelque part une conséquence des politiques de développement coloniales qui se sont appesanties sur des considérations géographiques créant une certaine injustice entre les différentes parties des pays en matière d'infrastructures. En effet, dans la quasi-totalité des pays (Gambie, Guinée-Bissau et Sénégal), le colonisateur a opéré à des choix arbitraires investissant dans certaines zones considérées comme utiles (les centres urbains) et laissant en rade celles considérées comme moins



utiles (les périphéries) dans une extrême pauvreté. C'est le jacobinisme qui est une véritable cause des fractions à l'intérieur des trois pays. Ainsi, les populations dans les zones défavorisées sont enclines au fractionnisme. Cela fait naître des frustrations qui peuvent être instrumentalisées par des élites conduisant à des conflits comme cela est visible dans beaucoup de pays africains. Cette situation conduit, selon les chercheurs, vers une amplification de l'insécurité et du terrorisme. En effet, l'insécurité due à l'extrême pauvreté des populations est vue comme néfaste et empêche les chances d'endiguer le terrorisme qui est en croissance dans le continent et qui gagne considérablement du terrain en Afrique de l'Ouest.

- La criminalité transfrontalière organisée : sur cette question, les participants ont évoqué l'affaire « Boffa Bayotte », et aussi « l'exploitation du bois » en Casamance. À noter que le trafic de bois devient de plus en plus problématique dans le conflit casamançais et est source de malentendu entre le Sénégal et son voisin Gambien. Ce qui nécessite une véritable politique forestière avec des moyens de surveillance, de sensibilisation et de formation. Selon les intervenants, le trafic du bois est une des affres de la guerre en Casamance. La paix et la sécurité sont ainsi fortement menacées par cette pratique. S'y ajoute le trafic de drogue qui est au cœur de l'insécurité dans la sous-région et a comme terreau la Guinée-Bissau (souvent qualifiée de narco État) qui est devenue en quelque sorte la plaque tournante du trafic de drogue qui se généralise de plus en plus selon les participants dans les trois pays frontaliers. Il a été aussi constaté le trafic d'autres types de drogues comme le chanvre indien ou
- « Yamba » avec comme zone de prédilection la Casamance et la Gambie. Cette drogue est cultivée surtout en Casamance pour transiter par la Gambie. Ce trafic est devenu un véritable fléau dans la région s'élevant en une véritable source d'insécurité dans la sous-région difficile à contrôler du fait de la porosité des frontières entre les différents pays (frontières terrestres et maritimes). Le banditisme transfrontalier est ainsi au cœur des difficultés communes entre les trois peuples. Le manque d'une surveillance efficace des frontières ne fait que favoriser et augmenter de manière exponentielle le trafic des armes légères et de petit calibre. Ce trafic nourrit les conflits internes dans les différents pays concernés avec un réel risque d'alimenter les velléités fractionnistes.
- Les conflits internes dans les trois pays : il faut constater que ces conflits sont à géométrie variable même s'ils ne sont pas sans conséquence pour les voisins. Il en est ainsi, des réfugiés de guerre qu'on retrouve dans les différents pays. Toutefois, il a été constaté que les peuples de ces trois pays se reprochent très souvent d'ingérence dans les conflits internes dans tel ou tel pays. Il en est ainsi du conflit casamançais que beaucoup de Sénégalais ont reproché au gouvernement gambien et le peuple guinéen qui reproche aussi très souvent l'ingérence du gouvernement sénégalais dans ses conflits internes. A tort ou à raison les imbrications qui peuvent exister de part et d'autre ne sont pas toujours hors de l'implication des pays voisins même si les vraies causes sont souvent les distorsions sociales internes.
- Le radicalisme et le fondamentalisme : de manière unanime les participants ont admis que les trois pays ne sont pas à l'abri de la



menace extrémiste. Bien que le radicalisme et le fondamentalisme n'ont pas encore atteint des proportions démesurées en Gambie, en Guinée-Bissau et au Sénégal, le constat est que dans la région Ouest africaine, la menace extrémiste prend de plus en plus de l'ampleur. Elle est existante et existentielle. Elle pourrait

se nourrir des frustrations sociales qui émanent des violations récurrentes des droits humains et fondamentaux, des conflits électoraux et des violences politiques qui sont permanentes au Sénégal, en Gambie et en Guinée-Bissau.




Panel 02 :

Rôle et contribution des acteurs universitaires à la sécurité collective dans la sous-région : Gambie, Guinée-Bissau, Sénégal

L'université est au cœur des préoccupations sociales (comme le démontre la 1^{ère} Conférence Internationale des Ministres et Recteurs de la Sénagambie méridionale co-organisée par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Université Assane Seck de Ziguinchor en avril 2022 à Ziguinchor pour identifier les possibilités de partenariat entre les établissements d'enseignement supérieur de la région, et de tisser des liens de coopération pour répondre aux défis communs). La question de l'implication des universitaires dans les efforts de sécurité collective dans la sous-région n'est donc pas récente, mais pas aussi vieille. Elle est au contraire opportune, pertinente et nécessaire à plusieurs points de vue. Cela permet d'engager le monde universitaire dans le débat, la recherche et la proposition de solutions aux enjeux sécuritaires qui affectent la sous-région. Ils peuvent jouer un rôle dans l'éradication de la violence car les universités sont des espaces cosmopolites par excellence qui prônent le débat d'idées pour proposer des solutions adaptées à un enjeu de société. Les universitaires sont également appelés à former des hommes de valeurs pour un meilleur respect de l'humanisme car comme l'atteste Rabelais « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Le rôle des universitaires s'articule principalement autour de la recherche ou de l'enseignement en vue de faire face à des problématiques socio-économiques et culturelles de la société. Ainsi, l'universitaire serait un acteur incontournable. Les participants ont à l'unanimité reconnu que la paix reste une condition pour une pérennisation de la vie en communauté. Pas de développement sans recherche, pas de développement sans sécurité. Dès lors, les universitaires doivent mieux appréhender les défis sécuritaires pour renseigner les politiques de sécurité.

Le rôle des acteurs universitaires dans la promotion de la paix et de la sécurité est indiscutable, quid des acteurs non étatiques qui ont un rôle de choix dans la recherche de solutions aux défis sécuritaires. Cette recherche doit se focaliser et surtout se concentrer sur une perspective humanitaire. Elle permettra la prévention des tensions et ainsi éviter leur exacerbation. Dans ce sens, les inégalités horizontales et les inégalités verticales doivent être prises en compte et réduites. La recherche serait à mieux de réussir cette prouesse et les acteurs universitaires les garants de cette recherche sécuritaire.

L'université incarne des valeurs démocratiques qui sont elles-mêmes considérées comme des valeurs de paix. La paix n'est pas l'apanage des hommes politiques et des diplomates. Certes ceux-ci interviennent dans la pratique et dans sa mise en œuvre. Toutefois, étant une question éminemment scientifique la question de la paix doit être du ressort des hommes de science (elle couvre toutes les disciplines qui ont un objet, une méthode et qui ont une nomenclature). Il est nécessaire aujourd'hui que les universitaires présentent un panorama des problèmes sécuritaires de ces trois pays. Il faut dans cette mission de détermination des problèmes sécuritaire prendre en compte les perceptions des acteurs impliqués et les moyens de lutte employés. La finalité de l'université est la connaissance scientifique, sa vulgarisation et ses applications afin de trouver des solutions aux problèmes de la cité. Pour y parvenir, les enseignants-chercheurs doivent travailler dans un environnement où la liberté reste une valeur fondamentale.



L'université fonctionne comme une institution de paix. Et le salut de l'humanité passe par l'éducation à travers des activités de recherche, de formation et de documentation au service de l'éducation à la paix et à la résolution pacifique des conflits ainsi qu'aux droits de l'Homme, à la démocratie et à la tolérance. L'université doit aller vers des programmes de prévention des conflits, faciliter dans ce cadre la synergie des chercheurs.

Aussi, depuis quelque temps maintenant le CAMES exige aux enseignants-chercheurs des programmes de service à la communauté (sensibilisation, information, plaidoyer, formation

des populations). Le service à la communauté est devenu une mission de l'université qui ne doit plus seulement se cantonner à sa mission première qui est celle d'enseigner et de produire du savoir. L'université et les universitaires doivent participer activement sur des sujets de société afin de contribuer à des dynamiques sociales, économiques, politiques de leurs collectivités.

Pour capitaliser l'implication des universitaires sur des questions de sécurité collective dans la sous-région il faut une appropriation de leurs recherches par les acteurs étatiques et les populations.



Panel 03 :

Comment impliquer le monde universitaire dans la recherche de solutions durables face aux défis sécuritaires transfrontaliers : cas de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Sénégal

Kofi Annan affirmait en mars 2005 que « ce sont les besoins et les espoirs des peuples du monde qui doivent nous servir de guide. Il faut agir dans trois domaines à la fois, le développement, la sécurité et les droits de l'Homme, faute de quoi on ne réussira sur aucun front. Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité ni développement si les droits de l'Homme ne sont pas respectés ». A l'évidence, la question sécuritaire se rapporte surtout à la vision collective d'une communauté. Un sentiment partagé par ses membres, une certaine confiance du vivre ensemble, en paix, et surtout un sentiment de justice et d'équité.

Même s'il est unanimement admis que traditionnellement, la sécurité demeure l'apanage des Etats, il ressort des différentes interventions que les acteurs classiques ne sont plus aptes à consolider la paix et la stabilité face aux nouvelles dynamiques des menaces sécuritaires. Face à l'insécurité récurrente et aux menaces sécuritaires qui prévalent actuellement dans la zone Sénégalaise, les acteurs classiques peinent à mettre en place des solutions adaptées pour prévenir, lutter et résoudre durablement ces défis sécuritaires. Il devient de ce fait impératif de changer d'approche en diversifiant et en impliquant d'autres acteurs non traditionnels dans la gestion des conflits comme les acteurs du monde universitaire. Le rôle de l'universitaire dans cette recherche de solution devient, dès lors, une nécessité incontournable et incontestable. L'universitaire peut jouer un rôle déterminant dans la recherche de solutions à l'instabilité

et l'insécurité dans la sous-région. On fait appel à la recherche universitaire parce qu'on croit aux données scientifiques. Cependant les productions scientifiques ne doivent pas avoir comme unique but de défendre un camp politique sur des questions d'intérêt général.

Les recherches scientifiques doivent servir de boussole pour les décisions politiques responsables et efficaces au profit des populations. Tel devrait être le rôle de la science dans la recherche de solution aux problèmes de société. Dans le domaine de la sécurité, les sciences ne permettraient-elles pas à rationaliser les décisions, à construire les problématiques, à structurer le débat public, à proposer des solutions et à contribuer à leurs mises en œuvre et finalement à évaluer les résultats, au besoin à les réorienter si possible. Le monde universitaire serait dans une vocation à être présent dans tout le cycle des politiques publiques, que ce soit dans le « hard security » c'est-à-dire dans la sécurité militaire ou dans le « soft security », la sécurité humaine. L'universitaire doit être au cœur des politiques publiques et au service de la communauté.

Face à l'échec de multiples solutions proposées jusqu'ici, il faut innover d'où le rôle de la participation citoyenne, mais de quel citoyen il s'agit ? Un citoyen bien formé, un citoyen informé, un citoyen averti. Et les universitaires eux-mêmes des citoyens doivent participer à la formation des populations à travers des colloques, à travers des conseils scientifiques, la publication de revues scientifiques endogènes, des réflexions ayant un



impact sociétal. Les universitaires doivent être des reflets de leurs étudiants et de leurs communautés. Aller vers le développement des capacités internes de recherche ou de connaissances au sein ou à la périphérie des institutions responsables des politiques publiques. Il faut discuter avec les politiques. Aussi, il faut œuvrer pour une meilleure influence externe des institutions scientifiques sur les orientations stratégiques. Dans ce sens, il faut discuter avec les décideurs politiques pour créer des programmes et des institutions capables de leur fournir des connaissances scientifiques pour orienter leurs politiques sécuritaires. La séparation du monde de la recherche et

celui de l'action politique ou publique a conduit à des résultats et des solutions inadaptées aux défis sécuritaires, économiques et sociopolitiques que traversent la plupart des Etats de la Ségambie. La recherche universitaire doit être confrontée à la pratique. Il faut donc un devoir de co-construction entre les politiques et les universitaires, notamment dans le domaine de la sécurité. Il faut que les scientifiques puissent participer de même que les citoyens sur les politiques publiques. Ce devoir de co-construction doit être mis en œuvre dans la recherche universitaire entre la Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal.



Panel 04 :

Identification de pistes de collaboration entre les chercheurs des universités de Gambie, de Guinée-Bissau et du Sénégal sur les questions sécuritaires

Une collaboration est nécessaire entre les différentes universités de la Ségambie et une implication directe des acteurs universitaires sur les questions sécuritaires de la sous-région. Dans cette logique, il faut surtout aller vers la définition de programmes et des objectifs réalisables. De l'avis des participants, les universités ne doivent pas être une tour d'ivoire. Elles ne peuvent guère se cantonner à leurs missions d'antan sans pour autant s'impliquer activement sur des questions de société. Les universitaires sont ainsi invités à davantage orienter leurs recherches dans l'anticipation des problèmes sécuritaires et faire des plaidoyers dans l'intérêt des populations car il y a une multiplication des foyers de tension.

Les échanges entre les universitaires ont permis d'aboutir aux propositions de collaboration pragmatiques ci-après pour endiguer ou enrayer l'insécurité dans les trois pays.

- Élaborer des programmes de recherche (Mémoire/thèse) et mettre en place des co-diplomations.
- Promouvoir la collaboration entre les centres de recherche des universités sous-régionales (Université Assane Seck de Ziguinchor-The University of The Gambia-Université de Bissau).
- Développer la coopération Sud-Sud entre les universités des trois pays à travers des échanges de professeurs, des jumelages, le partage de curricula et des expériences.
- La création d'un cadre de réflexion en interne dans les différentes universités de la sous-région. Des propositions vont être faites par des universitaires dans chaque université et partagées avec les autres collègues dans un cadre de réflexion plus élargi.
- Mettre en place un institut, un think tank ou un centre de recherche regroupant les universitaires du Sénégal, de Gambie et de Guinée-Bissau pour réfléchir et conseiller les décideurs politiques sur les solutions les plus adaptées aux défis sécuritaires auxquels les différents pays font face.
- Créer des Masters et certifications spécialisés sur les questions de sécurité pour susciter l'intérêt des étudiants et des enseignants chercheurs en finançant des études de recherches, des thèses, etc. Ces derniers seront des relais dans les différentes collectivités et communautés dans leurs pays respectifs. Il faut tout de même cultiver dans nos universités des valeurs de paix, de démocratie, de liberté, des droits de l'Homme, de tolérance qui sont susceptibles de modifier positivement les sociétés.
- Créer un consortium des universités de la Ségambie pour chercher des financements auprès des bailleurs et partenaires financiers.

II. Recommandations

Les participants ont formulé des recommandations ci-après.

- La Levée des tabous sur les questions sécuritaires dans la sous-région. Le silence des universitaires serait un danger, ils sont tenus dans une logique d'anticipation de s'impliquer pour résoudre les problèmes sociologiques. À cela les participants ont attiré l'attention sur les tabous sur le conflit casamançais et les menaces sur le fait de réfléchir sur ce conflit.
- La nécessité de réfléchir sur le concept d'Etat-Nation : Aller vers un dépassement de la conception classique héritée de la colonisation. Le concept d'Etat-Nation joue un rôle néfaste et freinerait le développement des États de la Ségambie. Elle est source de difficultés sécuritaires et surtout identitaires dans la sous-région.
- Créer des Masters et certifications spécialisés sur les questions de sécurité pour susciter l'intérêt des étudiants et des enseignants chercheurs en finançant des études de recherches, des thèses, etc. Ces derniers seront des relais dans les différentes collectivités et communautés dans les différents pays.
- Collaborer et conseiller utilement les décideurs politiques. Pour ce faire, Il faut des efforts concertés entre les différents acteurs: universitaires, politiques, membres de la société civile, populations. Ces concertations doivent aboutir à des solutions concrètes et pragmatiques.
- Raffermer les rapports entre l'État et les universitaires. Au-delà des publications, il est primordial d'aller vers une sensibilisation des populations et surtout les gouvernants.
- Organiser annuellement cette rencontre sous-régionale en intégrant les universités de Guinée-Conakry et de la Mauritanie pour poursuivre les réflexions sur les questions sécuritaires. Il faut pérenniser les rencontres universitaires annuelles avec surtout une obligation d'évaluation des actes posés par les universitaires dans la recherche sécuritaire.
- La création de forums avec l'implication des acteurs étatiques et non étatiques. Cela permettra des concertations plus abouties et plus concrètes avec tous les acteurs concernés.
- Promouvoir la participation des femmes et des jeunes sur les questions sécuritaires.
- Organiser des foras pour sensibiliser les-populations sur la nécessité de s'impliquer dans la recherche endogène de solutions aux défis sécuritaires qui touchent les différents pays, sur la nécessité de l'acceptation de l'autre et le vivre en commun.
- Démilitariser et démocratiser les questions sécuritaires et ne pas les laisser exclusivement aux forces de défense et de sécurité.
- Remédier à la faiblesse des acteurs impliqués sur des questions sécuritaires ainsi, il sera question d'une implication des radios communautaires, des associations de bases, promouvoir des jumelages avec les gouvernements locaux



III. Note conclusive

La conférence sous-régionale des acteurs universitaires a permis d'analyser la problématique sécuritaire en Afrique de l'Ouest de manière générale et plus particulièrement dans les trois pays frontaliers que sont le Sénégal, la Gambie et la Guinée-Bissau. Une réflexion sur la thématique de la rencontre focalisée sur trois points essentiels. D'abord, la contextualisation de la question sécuritaire dans ces trois pays, ensuite le rôle des universitaires dans la recherche de la sécurité, enfin la promotion de solution aux problèmes sécuritaires que rencontrent les trois pays.

Le continent africain particulièrement l'Afrique de l'Ouest enregistre des formes de violences graves, des menaces sécuritaires multiples et dynamiques qui portent atteinte à la stabilité du continent. Ces défis sécuritaires touchent à la fois la Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal. Ces trois États connaissent, des formes d'insécurité hybrides et des menaces diverses, visibles au niveau des zones frontalières. Ces menaces ont pour nom piratage dans le golfe de Guinée en passant par l'extraction illégale de ressources naturelles, la cybercriminalité, le trafic de drogue, le trafic d'armes, la traite des êtres humains, le blanchissement d'argent, l'immigration clandestine. A noter que ces menaces se déploient d'un pays à un autre en raison des faiblesses des systèmes politiques

et sécuritaires locaux. S'y ajoute la menace grandissante de l'extrémisme violent qui se déploie de plus en plus vers les zones littorales.

Les crises récurrentes en Ségambie méridionale se manifestent à travers une double dynamique d'unification et d'émiettement. Ainsi, malgré les tentatives d'intégration, la Ségambie a toujours vogué entre homogénéité et hétérogénéité, entre rupture et continuité, entre ajustements et disjonctement. Autant de facteurs qui nourrissent l'insécurité dans les pays de la région.

Partant de toutes ces considérations, la Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal peuvent-ils isolément relever le défi sécuritaire alors que les menaces de contagion sont réelles? Évidemment, il faut une synergie des forces politiques et diplomatiques de ces trois pays pour parvenir à des solutions capables de relever les défis sécuritaires.

Le rôle de l'universitaire dans cette recherche de solutions devient, dès lors, une nécessité incontournable et incontestable. On fait appel à la recherche universitaire parce qu'on croit aux données scientifiques. Ainsi, le rôle de la science c'est de contribuer dans la recherche de solutions aux problèmes de société.

